

Lundi 24 novembre 2025

» A L'INTERNATIONAL

Economie 



LES BANQUES IVOIRIENNES PREMIÈRES RACHETEUSES DE LA DETTE SÉNÉGALAISE

Au Sénégal, la situation financière se tend et ce sont les banques ivoiriennes qui arrivent en premier renfort. En un an, leurs achats de dette sénégalaise ont été multipliés par trois, pour atteindre près de 1 800 milliards de FCFA (2,7 milliards d'euros). Elles détiennent désormais 42 % des obligations du pays, au moment même où l'agence Standard & Poor's a dégradé la note souveraine du Sénégal, la faisant passer de B- à CCC+. Qu'est-ce que cela change pour Dakar ? Et quels risques ou quelles opportunités pour les établissements ivoiriens ? Selon Standard & Poor's, la montée en puissance des banques de la Côte d'Ivoire sur la dette du Sénégal n'est pas forcément synonyme de prise de risque excessive. « C'est pendant les difficultés qu'il faut investir, et ce sera rentable à moyen terme », estime un cadre ivoirien de banque à la retraite joint par RFI. Pour lui, les banques ivoiriennes n'ont pas de raison d'être inquiètes.

» VU SUR LE NET

Politique 



SOMMET UE-UA EN ANGOLA : LE PREMIER MINISTRE ROBERT BEUGRÉ MAMBÉ REPRÉSENTE OUATTARA À LUANDA

Le Premier Ministre, ministre des Sports et du Cadre de vie, Robert Beugré Mambé, est attendu à Luanda, en Angola, où il prendra part au septième Sommet Union européenne–Union africaine (UE-UA), prévu les 24 et 25 novembre 2025. Il sera accompagné du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Kacou Léon Adom, et représentera le Président de la République, Alassane Ouattara. Placée sous le thème « Promouvoir la paix et la prospérité par un multilatéralisme efficace », cette rencontre marque le 25^e anniversaire du partenariat UE-UA. Le sommet réunira les dirigeants européens et africains autour des grands défis stratégiques qui façonnent les relations entre les deux continents. La participation du Premier Ministre Robert Beugré Mambé illustre la volonté de la Côte d'Ivoire de jouer un rôle actif dans les mécanismes de coopération internationale.



LÉGISLATIVES 2025 : LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ LANCENT UN VASTE EXERCICE DE SÉCURISATION À BONOUA ET GRAND-BASSAM

À un mois des élections législatives prévues pour le 27 décembre 2025, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) se préparent activement. Selon un communiqué signé du Général de Corps d'Armée Lassina Doumbia, Chef d'État-Major Général des Armées, un important exercice de simulation de sécurisation se déroulera, du dimanche 23 au vendredi 28 novembre 2025, dans les villes de Bonoua et de Grand-Bassam. Cet entraînement vise principalement à renforcer la cohérence et la coordination opérationnelle entre les différentes unités engagées dans la sécurisation du scrutin. Les opérations impliqueront d'importants moyens terrestres, notamment des déplacements de troupes et de véhicules blindés, aussi bien de jour que de nuit. Conscient de ces désagréments, l'État-Major Général des Armées a présenté ses excuses aux habitants de Bonoua et de Grand-Bassam, pour les éventuelles nuisances sonores, tout en les rassurant : toutes les dispositions sont prises pour leur permettre de poursuivre

librement leurs activités durant la période de l'exercice.

Economie 



UN OUTIL NUMÉRIQUE EN DÉVELOPPEMENT POUR RÉSOUDRE LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT DES PME

Un atelier de restitution et de cadrage consacré aux résultats d'une enquête nationale sur le financement des PME en Côte d'Ivoire s'est ouvert, jeudi 20 novembre 2025, à Abidjan. Cette étape vise à préciser les besoins des entreprises et à définir les contours techniques de la future plateforme numérique dédiée à l'accès au financement. Selon l'économiste Guillaume Liby, chargé de l'étude préalable, l'enquête révèle la persistance de difficultés majeures d'accès au crédit, notamment des procédures longues, un manque d'informations centralisées et une faible transparence des critères de financement. Les PME formulent ainsi « de fortes attentes » vis-à-vis de cette solution numérique. Cette initiative s'inscrit dans le programme Invest for Jobs de la GIZ, qui soutient la création d'emplois et le développement du secteur privé. Pour Yaya Ouattara, directeur général du GUDE-PME, la nouvelle plateforme permettra de mettre en relation porteurs de projets, investisseurs, institutions financières et structures d'appui.



BUDGET 2026 : LA CÔTE D'IVOIRE ACCÉLÈRE SA TRANSITION NUMÉRIQUE AVEC 83,2 MILLIARDS FCFA

Adopté à l'unanimité par la Commission des Affaires économiques et financières, le budget 2026 du ministère de la Transition numérique confirme l'ambition de la Côte d'Ivoire d'accélérer sa digitalisation. Avec une enveloppe de plus de 83 milliards de FCFA, le gouvernement mise sur les infrastructures numériques, l'innovation et la modernisation des services publics. Ce vendredi 21 novembre 2025, la Commission des Affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale a examiné, puis adopté à l'unanimité le budget 2026 du ministère de la Transition numérique et de la Digitalisation (MTND). Défendu par le ministre Ibrahim Kalil Konaté, ce budget de 83 275 503 595 de FCFA s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale de transformation digitale et confirme le rôle central du numérique dans le développement de la Côte d'Ivoire. Le vote sans réserve des députés traduit un large consensus autour de cette orientation.



YOPOUGON : LA DGI OUVRE DES CAISSES SPÉCIALES POUR FACILITER LE PAIEMENT DE L'IMPÔT FONCIER

La Direction Générale des Impôts (DGI) a ouvert, samedi 21 novembre 2025, des caisses spéciales dédiées au paiement de l'impôt foncier sur son site fiscal de Yopougon. L'initiative, lancée par le conseiller spécial Bonny Alex au nom du Directeur général, vise à améliorer le recouvrement et à simplifier les démarches des contribuables. Pour désengorger les services en fin d'année, ces guichets resteront ouverts durant tous les week-ends des mois de novembre et décembre. Les propriétaires immobiliers sont invités à profiter de cette mesure de proximité, a rappelé le Directeur du Cadastre, Boua Apollinaire, soulignant également les possibilités d'apurement mises à disposition. Cette action traduit la volonté de la DGI d'offrir un meilleur service public fiscal et de renforcer le civisme fiscal au sein de la population.



ASSEMBLÉE NATIONALE : LE BUDGET 2026 D'UN COÛT DE 17 350,2 MILLIARDS FCFA ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ, ADAMA COULIBALY SE FÉLICITE D'UNE LOI DE FINANCES AMBITIEUSE

La Commission des Affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale a clos, dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 novembre, quatre jours de débats intenses autour du projet de loi de finances 2026. Les députés ont finalement adopté à l'unanimité le budget de l'État pour l'exercice 2026, ainsi que son annexe fiscale, au terme d'un marathon parlementaire dirigé par le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly. Dès l'ouverture des travaux, le ministre avait rappelé que le budget 2026

s'équilibre en ressources et en dépenses à 17 350,2 de milliards FCFA, soit une progression de 13,1 % par rapport à celui de 2025. Cette hausse, selon lui, reflète la volonté affirmée du gouvernement d'accélérer la transformation économique et sociale du pays.



DE NOUVEAUX POSTES DE PÉAGE PRÉVUS EN 2026 POUR AMÉLIORER L'ENTRETIEN DES ROUTES

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédé Koffi Kouakou, a révélé, vendredi 21 novembre 2025, l'instauration de nouveaux postes de péage qui entreront en fonction dès 2026. Cette annonce a été faite lors de la présentation des crédits budgétaires du ministère devant la Commission des Affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale. Le ministre a précisé que ces péages seront installés sur plusieurs axes stratégiques du pays afin d'assurer un financement régulier pour l'entretien et la réhabilitation des infrastructures routières. Les nouvelles stations de péage concerneront principalement les routes reliant Abidjan à Grand Lahou, Fresco, Sassandra, et San Pedro, ainsi que l'axe Daloa – Duekoué – Man, incluant le carrefour Mondoukou – Assouindé. Le gouvernement entend ainsi améliorer la qualité des routes, réduire les coûts d'entretien et garantir la sécurité des usagers.



BUDGET 2026 : LAURENT TCHAGBA OBTIENT 103,197 MILLIARDS DE FCFA POUR LA SÉCURISATION DES RESSOURCES EN EAU ET LA RESTAURATION FORESTIÈRE

Le ministre des Eaux et Forêts, Laurent Tchagba, a remporté, jeudi 20 novembre 2025, l'adhésion unanime des députés de la Commission des Affaires économiques et financières (CAEF) pour les crédits budgétaires 2026 de son département, arrêtés à 103,197 milliards de FCFA. Représenté à l'hémicycle par le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Me Adama Kamara, il a défendu un budget organisé autour de cinq grands programmes destinés à accompagner l'ensemble des missions stratégiques du ministère. Il s'agit de la gestion durable des forêts et de la faune, de la protection des ressources en eau et de la consolidation des capacités institutionnelles.

Société



LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : 16 JOURS D'ACTIVISME POUR RENFORCER LA PROTECTION DES FEMMES

Du 25 novembre au 10 décembre, se dérouleront les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre. En Côte d'Ivoire, sur le front, on trouvera, en première ligne, les autorités. Dans le pays, de nombreuses initiatives ont été menées qui tendent toutes à l'élimination de ces violences. Seize jours pour dire et redire non à toutes les formes de violences à l'égard des femmes. La lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) est un marathon. Mais, le gouvernement ivoirien a affiché clairement sa détermination et une tolérance zéro contre le viol, les agressions physiques et sexuelles dont les mutilations génitales féminines, le mariage forcé, le déni de ressources, la maltraitance psychologique et émotionnelle. La Côte d'Ivoire pour consolider les mécanismes de protection et structurer les interventions a adopté en 2014, la Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (SNLVBG).



RENTRÉE JUDICIAIRE DE LA COUR D'APPEL DE DALOA : DE NOUVEAUX MAGISTRATS INSTALLÉS, UN BILAN LARGEMENT POSITIF

La Cour d'Appel de Daloa a connu, vendredi 21 novembre, une journée exceptionnelle marquée par deux événements majeurs : la rentrée judiciaire pour l'année 2025-2026 et la cérémonie d'installation et de prestation de serment des nouveaux magistrats affectés dans les différentes juridictions de son ressort. Placée sous la présidence du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Sansan Kambilé, et sous la coprésidence de Mme Fian Adou Rosine, première présidente de la Cour d'Appel de Daloa, cette cérémonie solennelle a rassemblé un parterre de personnalités administratives, politiques, traditionnelles et religieuses. Dans son allocution, Mme Fian Adou Rosine a invité les nouveaux

magistrats à « plus de professionnalisme, d'impartialité et de sagesse », les a exhortés à incarner une justice crédible et respectable, fidèle aux exigences et recommandations de la chancellerie. Au total, ce sont 2 544 arrêts qui ont été rendus par l'ensemble des six présidents de chambre et huit conseillers, sur 3 036 dossiers reçus, représentant un taux global de traitement de 83,79 %.



LE MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ PRÉSENTE UN BUDGET 2026 DE 57,3 MILLIARDS DE FCFA

La ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Myss Belmonde Dogo, a présenté, le mercredi 19 novembre 2025, devant la Commission des Affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale, à Abidjan-Plateau, le projet de budget 2026 de son département, arrêté à 57,361 milliards de FCFA, soit 0,33% du budget de l'État. Ce budget est structuré autour des quatre programmes du ministère, à savoir l'Administration générale, la Solidarité et l'action humanitaire, la Lutte contre la pauvreté et la Cohésion nationale. Les investissements, qui représentent 86,34% de l'enveloppe globale, constituent la principale orientation budgétaire. Selon la ministre, la politique du département repose sur quatre objectifs stratégiques : moderniser l'administration, renforcer la gouvernance en matière de solidarité, réduire l'extrême pauvreté et garantir un climat de cohésion nationale.



CONSTRUCTION DU CENTRE DE SANTÉ RURAL DE BADASSO (SIKENS) : UNE STRUCTURE POUR RENFORCER L'ACCÈS ÉQUITABLE AUX SOINS DANS LA RÉGION DE L'AGNÉBY-TIASSA

La Côte d'Ivoire a franchi un bon point dans la mise en œuvre de sa politique de rapprochement des services de santé des populations pour leur bien-être. Ce, à travers la construction du centre de santé rural de Badasso. Cette nouvelle infrastructure sanitaire vient mettre un terme à de longues années de difficultés pour les habitants de Badasso, qui devaient auparavant parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour bénéficier d'une prise en charge médicale appropriée. « Ce centre de santé s'inscrit dans le cadre de la modernisation et du renforcement des services de santé dans la région de l'Agnéby-Tiassa », affirme Bertrand Beugré, enseignant. Inauguré, le 17 octobre 2025, le nouvel établissement sanitaire est bâti sur une superficie de 05 hectares. Le centre de santé rural de Badasso comprend une pharmacie, un préau de vaccination, deux salles d'observation, deux salles de soins. À cela s'ajoutent une salle de consultation, ainsi qu'un bureau CMU pour la gestion de la Couverture maladie universelle. (Source : CICG)



ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU ET À L'ÉLECTRICITÉ : DES PROGRÈS SIGNIFICATIFS SUR TOUT LE TERRITOIRE

Pour améliorer durablement les conditions de vie des populations, le gouvernement ivoirien a, ces dernières années, intensifié ses investissements dans les infrastructures sociales de base. Dans les secteurs de l'eau potable et de l'électricité, les résultats sont perceptibles dans toutes les régions du pays. De nombreux villages qui accédaient difficilement à l'eau potable sont désormais approvisionnés de manière permanente. « Après les travaux champêtres, nous venons nous approvisionner en eau tranquillement. Nous sommes soulagées et les femmes d'ici sont très heureuses », nous dit Gisèle Touré, habitante de Souleymanekaha, dans la région du Hambol. Concernant l'électrification, même les contrées les plus reculées du pays ont été raccordées au réseau électrique. Les habitants bénéficient aujourd'hui d'un accès continu à l'énergie, favorisant le développement des activités économiques et l'amélioration du confort domestique. (Source : CICG)



AUTONOMISATION DES JEUNES DE LA BAGOUÉ : LE CONSEIL RÉGIONAL, ABIDJAN LEGACY PROGRAM ET L'OSCN INITIENT LE PROJET AGROPAST JEUNES

Le projet d'insertion des jeunes dans l'agro-pastoralisme et l'irrigation, dénommé « AgroPast Jeunes – Bagoué », a été officiellement lancé, ce vendredi 21 novembre 2025, au Centre de service civique de

Guinguéréni (département de Boundiali, région de la Bagoué), par le ministre de la Construction et président du Conseil régional de la Bagoué, Bruno Koné. Portée conjointement par le Conseil régional de la Bagoué, Abidjan Legacy Program (ALP) et l'Office du Service Civique National (OSCN), l'initiative bénéficie également de l'appui technique de NETAFIM, une entreprise israélienne, leader mondial de l'irrigation goutte-à-goutte, ainsi que du soutien des ambassades d'Israël et des Pays-Bas. Ce projet ambitionne de former 300 jeunes, hommes et femmes, aux métiers de l'agriculture, de l'élevage ovin et de l'irrigation, afin d'accélérer la transformation économique et sociale de la région et de faciliter l'installation professionnelle des bénéficiaires. (Source : CIGG)

Culture 



CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE LA FRANCOPHONIE : LA CÔTE D'IVOIRE RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT POUR L'INCLUSION ET LA PLEINE AUTONOMISATION DES FEMMES ET PREND LA VICE-PRÉSIDENTIE DE LA CMF

La Côte d'Ivoire, par la voix de sa ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, a réaffirmé son engagement pour l'inclusion et la pleine autonomisation des femmes au sein de l'espace francophone. C'était, ce mercredi 19 novembre 2025, à Kigali, à l'ouverture de la 46e Conférence ministérielle de la Francophonie qui s'est tenue dans la capitale rwandaise, les 19 et 20 novembre, autour du thème : « Trente (30) ans après la Conférence de Beijing : la contribution des femmes dans l'espace », en présence de la Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo. Pour la seconde fois consécutive, la Côte d'Ivoire a également été désignée pour assurer la Vice-Présidence de la CMF, fruit d'un travail exemplaire, reconnu au sein de la Francophonie dont elle est le 4e pays locuteur. (Source : CIGG)

Sport 



MINISTÈRE DES SPORTS : UN PROJET DE BUDGET DE 70,42 MILLIARDS DE FCFA POUR 2026 APPROUVÉ PAR LA CAEF DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La Commission des Affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale a approuvé, jeudi 20 novembre 2025, à Abidjan, un budget prévisionnel de 70 427 777 385 de FCFA pour l'année 2026, pour le ministère des Sports. Le ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé des Sports et du Cadre de vie, Adjé Silas Metch, a obtenu l'approbation à l'unanimité des membres présents de la Commission. Dans son propos liminaire, il a axé son intervention autour de la politique du ministère, du bilan des réalisations 2024 et le projet de budget 2026. Après l'adoption du budget, le ministre a reçu les félicitations et encouragements des honorables membres de la commission, en reconnaissance des efforts engagés pour le développement constant du sport ivoirien. Le passage du ministre, ce jour à l'hémicycle, salué par les députés de la Commission, lui a permis de mettre en lumière les nombreux acquis relevés par son département ministériel.

» AGENCE DE PRESSE

Economie 



BUDGET 2026 : LE MINISTRE D'ÉTAT ADJOUMANI OBTIENT L'AVAIL DES DÉPUTÉS POUR UN MONTANT DE 333,878 MILLIARDS DE FCFA

Le ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Kobenan Kouassi Adjoumani, a obtenu, le vendredi 21 novembre 2025, l'approbation unanime des députés membres de la Commission des affaires économiques et financières (CAEF) pour les crédits budgétaires 2026, d'un montant de 333,878 milliards de FCFA. Le ministre d'État a souligné le rôle structurant du programme d'administration générale, doté de 17,143 milliards FCFA, soit 5,13% de l'enveloppe globale, qui permettra de renforcer la coordination, la formation professionnelle agricole, ainsi que les systèmes de suivi et d'évaluation, tant au niveau central qu'en région. Il a expliqué que l'effort en faveur de la production agricole sera intensifié grâce au programme "Productions et Sécurité alimentaire", soutenu par

93,194 milliards de FCFA, représentant 27,91% du budget ministériel. Cette dotation soutiendra la production de semences, l'acquisition d'engrais et d'équipements, la diffusion du conseil agricole et le renforcement de la recherche.

Société 



PLUS DE 500 JEUNES FILLES PRÊTES À CONQUÉRIR LES MÉTIERS TECHNIQUES

L'ONG Dynamiques et Excellentes d'Afrique (DynExcAfrica) a réuni, le samedi 22 novembre 2025, des élèves, parents, enseignants et acteurs du monde professionnel autour d'une grande Journée d'orientation consacrée au projet "500 MecaGirls By DynExcAfrica", au sein des lycées professionnels commercial et sectoriel de Yopougon, en vue de sensibiliser et encourager les jeunes filles à s'engager dans les filières techniques et industrielles, encore largement dominées par les hommes. Pour Ruth Amani, cheffe du projet, cette initiative répond à un défi majeur. « Les métiers techniques restent encore peu représentés par les femmes. Nous voulons leur montrer qu'elles peuvent réussir dans ces domaines, qu'ils leur sont accessibles et porteurs d'avenir », a-t-elle affirmé. Panéliste à cet événement, Sadi Koulimantou, secrétaire exécutive de la cellule Genre du ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, a salué l'initiative, en parfaite cohérence avec la vision gouvernementale.



LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DRESSE LE BILAN ET LES PERSPECTIVES DE L'ALPHABÉTISATION ET DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE

Le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA) a organisé, le vendredi 21 novembre 2025, à Abidjan, à l'occasion de la Journée internationale de l'Alphabétisation, une rencontre consacrée au bilan de la campagne 2024-2025 et aux orientations stratégiques pour la campagne 2025-2026 du sous-secteur Alphabétisation et Éducation Non Formelle (AENF). Le responsable de la Direction de l'Alphabétisation des adultes, des jeunes et des enfants (DAAGE), Mah Louan Mamadou, a souligné que l'alphabétisation et l'éducation non formelle constituent des leviers essentiels du développement humain, social et économique. Il a rappelé que la Stratégie nationale d'Alphabétisation et de l'Éducation non formelle (SNAENF 2017-2024) vise à offrir à chaque citoyen la possibilité d'acquérir les compétences fondamentales nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle du pays.

» AUTRES SOURCES

Economie 



ADAPTATION CLIMATIQUE : LA FAO ÉBAUCHE DES SOLUTIONS

La FAO égrène une série d'actions et de solutions innovantes face à l'adaptation climatique et au financement vert, à l'issue de la 17^e réunion de l'équipe multidisciplinaire du Bureau sous-régional de l'organisation onusienne pour l'Afrique de l'Ouest (MDT17), tenue à Abidjan, du 18 au 21 novembre 2025. Durant quatre jours, les participants à la réunion de l'équipe multidisciplinaire du Bureau sous-régional de la FAO ont eu des échanges riches et constructifs, articulés autour de sessions plénières, panels thématiques, présentations de posters et visites de terrain autour du thème : « Mécanismes de financement innovant et réformes structurelles pour l'adaptation climatique ». « L'adaptation climatique n'est pas une option, c'est une condition de survie pour nos systèmes agroalimentaires et nos populations », a estimé le ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières de Côte d'Ivoire, Adjoumani Kobenan.

Société 

LA CÔTE D'IVOIRE VEUT ÉRADICUER LE HARCÈLEMENT EN LIGNE

L'espace Agora de Koumassi, dans le Sud d'Abidjan, abritera le lancement de la campagne internationale des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, ce mardi 25 novembre 2025, autour du thème : « Tous unis contre les violences numériques et les féminicides : prévenir, protéger, dénoncer ». La campagne de Koumassi contre les violences faites aux femmes vise à créer une dynamique durable autour du respect, de l'égalité et de la sécurité des femmes et des filles. L'objectif est de sensibiliser et de rassembler toutes les composantes de la société ivoirienne pour prévenir et éliminer les violences faites aux femmes et aux filles. Il s'agit de la 35^e édition de la campagne internationale des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Cette campagne annuelle débute chaque 25 novembre pour s'achever le 10 décembre.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 🖱️

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



CICG